

**ANNEXE 4a.1**  
**LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**  
**En application de l'Article R.123.14 du Code de l'Urbanisme**

<b>CODE</b>	<b>Intitulé de la servitude</b>	<b>Acte de la servitude</b>	<b>Caractéristique</b>	<b>Nom du gestionnaire</b>
<b>A 1</b>	Servitude de protection des bois et forêts soumis au régime forestier	Liste ONF du 11 janvier 1996	Terrains soumis au régime forestier	Office National des Forêts
<b>A 4</b>	Servitude de passage des engins mécaniques d'entretien le long des cours d'eau non domaniaux.	AP n° 5121 du 2 décembre 1968	Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau : La Grenette, La Beaunette.	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
<b>AC 1</b>	Servitudes de protection des monuments historiques inscrits ou classés.	Arrêté SGAR 99-385 du 30 novembre 1999  Arrêté du 13 juillet 1926 Arrêté du 13 juillet 1926 Arrêté du 21 octobre 1926	Domaine de Plaisance (MI) comprenant : maison forte château (avec cours, jardin, terrasse, murs de clôture et soutènement) pont, parc (mur de clôture, terrasses, cheminement, ...) Beffroi (MI). Chapelle de l'ancien prieuré Reste du château de Chabrillan (MI)	SDAP
<b>AC 3</b>	Servitudes de protection des réserves naturelles et parcs nationaux.	Décret du 2 octobre 1987	Ramières du Val de Drôme	Monsieur le Préfet de la Drôme 3 <sup>ème</sup> Bureau
<b>AS 1</b>	Servitudes de protection des captages d'eau potable et d'eau minérale.	AP n° 1274 du 22 avril 1994 AP n° 1275 du 22 avril 1994 Ap n° 4835 du 22 août 1978	Protection sanitaire du captage d'eau potable de Teyssonne Protection sanitaire du captage d'eau potable du Filan Protection des captages des Roures et de Val-brian	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales  Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
<b>EL 11</b>	Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express	AP n° 4687 du 17 septembre 1971	Déviations de la RD 104	Direction Départementale de l'Équipement
<b>EL 3</b>	Servitudes de halage et de marchepied.	Néant	marchepied le long de la Drôme	Service de la Navigation Rhône-Saône
<b>I 1 bis</b>	Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation des pipe-lines.	Décret (DUP) du 21 mai 1957	Oléoduc de Défense Commune (ODC)	Société TRAPIL 1 <sup>ère</sup> division des Oléoducs de Défense Commune

<b>CODE</b>	<b>Intitulé de la servitude</b>	<b>Acte de la servitude</b>	<b>Caractéristique</b>	<b>Nom du gestionnaire</b>
<b>I 3</b>	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz.	Arrêté (DUP) du 15 mars 1971	Artère Fos – Tersanne (diam. 600)	Gaz de France Région Centre-Est
<b>I 4</b>	Servitudes relatives à l'établissement des lignes électriques.	Arrêté n° 3371 du 30 juin 1982 Mise en service en 1957	Ligne 63 KV Châteauneuf du Rhône – Crest Ligne 63 KV Crest – Logis Neuf Ligne 2 circuits 400 KV le Chaffard - Coulanges Ligne 2 circuits 225 KV Chabrillan – Logis Neuf	R.T.E. (Gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité) TERAA GIMR CCE
<b>PT 1</b>	Servitudes de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.	Décret du 22 mai 1964	Relais hertzien du Mont Brian (TDF)	Direction Télécommunications du réseau national
<b>PT 2</b>	Servitudes de protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	Décret du 11 décembre 1964	Zone secondaire de dégagement du relais hertzien du Mont Brian.	Direction Télécommunications du réseau national
<b>PT 3</b>	Servitudes relatives aux câbles PTT.	AP n° 55 63 du 10 octobre 1983	Câble PTT n° 437 Marseille – Lyon Tronçon 03 Grillon – Romans sur Isère	France Télécom Unité Régionale de Réseau Drôme Ardèche

*Oléoduc de l'ETAT exploité par TRAPIL*  
*(Hydrocarbures liquides)*  
**SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Fiche  
Servitude I 1 bis

Plan Local d'Urbanisme de : ..... ⇒ GRANE (26)

Texte définissant les servitudes : ... ⇒ Pipeline de défense - décret n° 50-836 du 8 juillet 1950 (J.O. du 14 juillet 1950) modifié par décret n° 6382 du 4 février 1963 (J.O. du 5 février 1963).

Texte créant les servitudes de :

- ♦ Nom de l'ouvrage : ..... ⇒ Oléoduc de Défense Commune 1<sup>ère</sup> Division (ODC1)
- ♦ Tronçon de l'oléoduc : ..... ⇒ FOS - LANGRES
- ♦ Décret du : ..... ⇒ 16 mai 1959

Les servitudes ont été établies soit par conventions passées à l'amiable, soit par ordonnances d'imposition. Dans les deux cas, les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication au bureau des hypothèques.

**Consistance des servitudes :**

1°/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où sont enfouies les canalisations, il est interdit :

- ♦ D'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
- ♦ D'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètre.

2°/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de terrain de 15 mètres de largeur<sup>1</sup> dans laquelle est incluse la bande ci-dessus de 5 mètres :

- ♦ D'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation ;
- ♦ D'essarter tous arbres et arbustes ;
- ♦ De construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.

3°/ Les propriétaires ou leurs ayant-droits sont tenus de :

- ♦ Ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres ;
- ♦ S'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation de l'ouvrage<sup>2</sup> ;
- ♦ Dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service bénéficiaire des servitudes et gestionnaire de l'oléoduc à l'échelon central :

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE  
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES  
DIREM / SNOI  
59, BOULEVARD VINCENT AURIOL  
75703 PARIS CEDEX 13 - TELEDON 021

Service exploitant à consulter pour l'accomplissement des formalités préalables à la réalisation des travaux exécutés à proximité du pipeline (Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et Arrêté du 16 novembre 1994) ainsi que l'obtention de tous renseignements sur la conduite et notamment son emplacement :

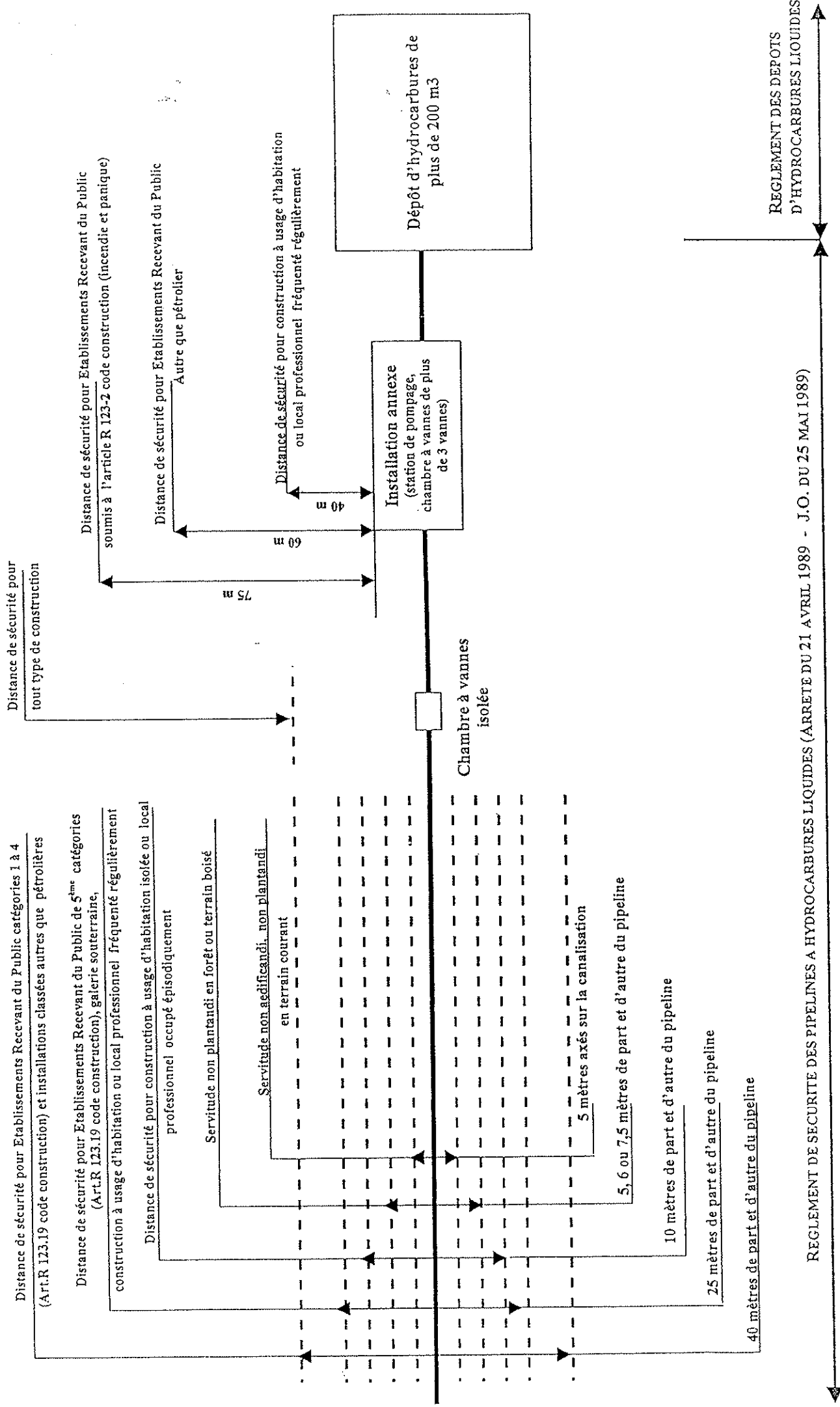
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA 1<sup>ère</sup> DIVISION DES OLEODUCS DE DEFENSE COMMUNE  
9 ET 10 RUE PHILIBERT LEON COUTURIER - B.P. 81  
71103 CHALON SUR SAONE CEDEX

**CETTE FICHE EST A REPRENDRE DANS LE DOSSIER DU PLU**

<sup>1</sup> Cette largeur a pu éventuellement être réduite.

<sup>2</sup> Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation, empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, leur établissement est soumis à accord préalable

# OLEODUC DE L'ETAT EXPLOITE PAR TRAPIL SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET DISTANCES DE SECURITE A RESPECTER



**PLAN LOCAL d'URBANISME**  
**Commune de GRANE**

**ANNEXES**

ANNEXE 1 : Descriptif de l'ouvrage de transport de gaz.

ANNEXE 2 : Servitudes.

ANNEXE 3 : Urbanisation à proximité des ouvrages de transport de gaz.

ANNEXE 4 : Travaux et projets à proximité des ouvrages de transport de gaz.

ANNEXE 5 : Plans des ouvrages à titre indicatif.

**PLAN LOCAL d'URBANISME**  
**Commune de GRANE**

**DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE DE TRANSPORT DE GAZ**

- Ø 600 mm Artère Fos sur Mer / Tersanne (6121)

Déclarée d'utilité publique Arrêté du 15/03/1971  
(JO des 22 et 23/03/1971)

Poste de gaz concerné :

GRANE distribution publique.

**PLAN LOCAL d'URBANISME**  
**Commune de GRANE**

**SERVITUDES**

**1) TEXTES RELATIFS AUX SERVITUDES**

- Loi du 15 juin 1906, article 12, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.
- Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 (modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.
- Circulaire ministérielle 95-56 du 20 juillet 1995 relative à l'annexion au PLU des servitudes d'utilité publique.

**2) ETENDUE DES SERVITUDES**

La canalisation susvisée entraîne en domaine privé une zone non aedificandi de 10 m de large (7 m à gauche, 3 m à droite de l'axe de la canalisation, dans le sens Fos / Tersanne) où les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.

Si nos canalisations traversent des zones considérées comme espaces classés boisés, il est nécessaire de prendre en compte dans le plan de zonage du P. L. U., la bande de servitude dans laquelle les restrictions précédentes sont à appliquer, à savoir : les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.

3) **SERVICES CONCERNES PAR LES SERVITUDES**

- a) **GAZ DE FRANCE - DIRECTION TRANSPORT**  
Région Centre Est  
33, rue Pétrequin - BP 6407  
69413 LYON CEDEX 06
- b) **MINISTERE DE L'INDUSTRIE**  
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT





## URBANISATION A PROXIMITE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ

### 1) TEXTES RELATIFS A L'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

- Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.
- Arrêté du 11 mai 1970 complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977 et 3 mars 1980, portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation.
- Circulaire 73.108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985.

### 2) CONTRAINTES D'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

Selon l'arrêté du 11 mai 1970 modifié, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, la densité d'occupation à l'hectare de logements ou équivalents logements calculée sur la surface d'un carré de 200 mètres de côté, axé sur la canalisation, ne peut être :

- Supérieure à 4 dans le cas de la catégorie A.

*De plus, les Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) ou les installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques d'incendie ou d'explosion, ne peuvent être situés à moins de 75 mètres de nos ouvrages.*

- Supérieure ou égale à 40 dans le cas de la catégorie B.
- Dans le cas de la catégorie C, la densité n'est pas limitée.

**PLAN LOCAL d'URBANISME**  
**Commune de GRANE**

**TRAVAUX ET PROJETS A PROXIMITE DES OUVRAGES**  
**DE TRANSPORT DE GAZ**

**TEXTES RELATIFS AUX PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES**  
**OUVRAGES**

- Circulaire 73-108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985, notamment en son article 35 relatif aux arrêtés préfectoraux concernant les travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz.
- Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, dont les modalités d'application ont été définies par l'arrêté du 16 novembre 1994.

**SERVICE CONCERNE PAR LES PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES**  
**OUVRAGES**

**GAZ DE FRANCE - REGION CENTRE EST**  
**36, boulevard de Schweighouse**  
**69530 BRIGNAIS**  
**☎ 04 78 71 27 00**

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan déposé en Mairie, le Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant de l'ouvrage de transport de gaz naturel indiqué ci-dessus, une demande de renseignements à laquelle il devra être répondu dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande.

Le même décret impose d'avertir au moins 10 jours francs à l'avance l'exploitant de tous travaux à proximité de nos conduites. Nous vous serions reconnaissants de le rappeler aux Entreprises travaillant à proximité de nos ouvrages.

PLAN LOCAL d'URBANISME  
Commune de GRANE

PLANS DES OUVRAGES FOURNIS A TITRE INDICATIF :

1/25000<sup>ème</sup> Commune de GRANE

1/2000<sup>ème</sup> Plan C.L55.16.R – Artère Fos sur Mer / Tersanne DN 600 mm

